



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 3 juin 2025

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BIO-METHANE-SEG (SAS)**

Les Garennes  
49280 LA SÉGUINIÈRE

Références : 2025\_05\_20 Rapport Inspection SAS BIO-METHANE-SEG

Code AIOT : 0006309358

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement BIO-METHANE-SEG (SAS) implanté Les Garennes - 49280 LA SÉGUINIÈRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIO-METHANE-SEG (SAS)
- Les Garennes - 49280 LA SÉGUINIÈRE
- Code AIOT : 0006309358
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Installation de méthanisation

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation géographique	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Nature et origine des matières	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Caractérisation préalable des matières	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Formation	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 7.5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Information de l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 10.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.3	Demande d'action corrective	3 mois
15	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 13.1	Demande d'action corrective	3 mois
16	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 13.2	Demande d'action corrective	3 mois
17	Origine des approvisionnements et des usages eau	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 14.1	Demande d'action corrective	3 mois
18	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 15.1	Demande d'action corrective	3 mois
19	Gestion, traitement et point de rejet effluents	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 16.3	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
20	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 16.5	Demande d'action corrective	3 mois
23	Dispositifs d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 19.2	Demande d'action corrective	3 mois
24	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 20.1	Demande d'action corrective	3 mois
25	Analyse et surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 21.3	Demande d'action corrective	3 mois
26	Analyse et surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 21.4	Demande d'action corrective	3 mois
27	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 23.4	Demande d'action corrective	3 mois
28	Réseaux, canalisations et équipements	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 28.2	Demande d'action corrective	3 mois
29	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 28.8	Demande d'action corrective	3 mois
32	Risques de fuite de biogaz	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 29.4	Demande d'action corrective	3 mois
35	Moyens d'intervention et ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 32.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de l'installation	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 2.4	Sans objet
6	Enregistrement lors de l'admission	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.3	Sans objet
7	Réception des matières	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.4	Sans objet
11	Traitement et composition du biogaz	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.4	Sans objet
12	Comptage du biogaz	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.5	Sans objet
13	Destruction du biogaz	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.6	Sans objet
14	Dispositions spécifiques chaudière et combustion	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.7	Sans objet
21	Contrôle des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 17.1	Sans objet
22	Séparation de phase et destination	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 19.1	Sans objet
30	Phase de démarrage des installations	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 29.1	Sans objet
31	Surveillance du procédé de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 29.3	Sans objet
33	Programme de maintenance préventive	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 30.2	Sans objet
34	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 31.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du préfet, les différentes modifications apportées à l'installation et au plan d'épandage ;
- Réaliser les formations pour l'ensemble des personnes intervenant sur l'installation ;
- Couvrir les ouvrages de stockage des digestats présents sur les exploitations adhérentes ;

- Réaliser une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'installation ;
- Réaliser les contrôles semestriels de l'étanchéité des équipements ;
- Mettre en place à l'entrée du site, un plan permettant d'identifier les zones ATEX et les zones à risques ;
- Transmettre le rapport d'activité pour l'année 2024 ;
- Remettre en conformité les différentes anomalies constatées lors du contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation géographique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'unité de méthanisation est située sur la parcelle n° 000 AH 76 du plan cadastral de la commune de LA SÉGUINIÈRE représentant une superficie totale de 3,128 ha. Les stockages déportés des déchets produits, mentionnés dans les articles ci-après, sont implantés dans les lieux prévus en annexe 15 du dossier de demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> La liste des stockages de digestats liquides et solides n'est toujours pas à jour. Il en est de même concernant les conventions d'utilisation de ces stockages qui n'ont toujours pas été mises en place. Je vous rappelle que ces remarques vous ont déjà été formulées lors des précédentes inspections du 27/11/2018 et 6/01/2022.
<b>Ces documents devront être portés à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'activité principale est une unité de méthanisation mésophile de matières organiques avec valorisation de biogaz par injection dans le réseau de distribution public. Pour cela, elle met en œuvre les principaux équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un bâtiment fermé raccordé à une installation de traitement des odeurs, comportant une zone de réception et de stockage des matières solides, une zone de préparation des matières à méthaniser (trémie, broyeur et mélangeur), et une zone d'entreposage de digestats solides. Le lavage des bennes et citernes des camions est réalisé au niveau de la zone de réception des matières ;</li> <li>• une aire extérieure de dépotage et de stockage en cuve des matières liquides ;</li> <li>• une cuve de mélange des matières à méthaniser de 840 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• un digesteur et un post-digesteur cylindriques en béton à dômes souples (PVC), d'une capacité de 5 160 m<sup>3</sup> liquides et 1 500 m<sup>3</sup> de gaz à basse pression pour l'un, et 5 200 m<sup>3</sup> liquides et 1 500 m<sup>3</sup> de gaz à basse pression pour l'autre, chauffés par une boucle d'eau chaude à partir d'une chaudière ;</li> <li>• une unité de traitement du digestat comportant une étape de séparation de phases par centrifugation située dans la bâtiment principal.</li> </ul> La phase solide est stockée au sol avant d'être évacuée vers les fumières déportées représentant une capacité de stockage de 4 560 m <sup>3</sup> . La phase liquide est stockée dans une cuve tampon de 40 m <sup>2</sup> puis transférée vers une poche de stockage de 7 000 m <sup>3</sup> puis vers 12 fosses situées à proximité des parcelles d'épandage, ces fosses sont couvertes et représentent un volume de 19 150 m <sup>3</sup> . <ul style="list-style-type: none"> <li>• une unité de traitement des effluents gazeux du séchoir, chargés en ammoniac, constituée d'une tour de lavage alimentée en acide sulfurique par une cuve de 15 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• une installation de traitement des odeurs par deux modules de biofiltre ;</li> <li>• une unité d'épuration du biogaz dans un bâtiment dédié ;</li> <li>• une chaudière mixte biogaz/propane située dans le bâtiment d'épuration ;</li> <li>• une torchère de secours en cas d'indisponibilité de l'unité de cogénération ;</li> <li>• des locaux pour le personnel et la supervision, et un pont-bascule pour la gestion des entrées sorties des matières.</li> </ul>

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il a été constaté des modifications apportées à l'installation de méthanisation et à son mode de fonctionnement, notamment sur les points suivants :

- la zone de préparation des matières à méthaniser (trémie, broyeur et mélangeur) présente dans le bâtiment principal, n'est plus utilisée depuis 1 an. Selon les propos de l'exploitant, suite à divers dysfonctionnements et pannes sur la trémie d'incorporation, il a été décidé de mettre à l'arrêt définitivement cet équipement. A l'heure actuelle, cette zone est uniquement utilisée pour le lavage des bennes / citernes des camions.
- la zone de réception et de stockage des matières solides présente dans le bâtiment principal, est également plus utilisée pour le stockage de ces matières depuis la mise en place de la nouvelle trémie d'incorporation. Selon les propos de l'exploitant, les déplacements de la chargeuse pour charger la trémie d'incorporation ne permettent plus de stocker des matières entrantes. A l'heure actuelle, cette zone est uniquement utilisée pour le stockage de l'oxyde de fer, du fioul (cuve double paroi) et de l'AdBlue.  
Pour ce qui est des fumiers, ceux-ci sont maintenant stockés dans le silo d'ensilage présent sur l'installation. Quant aux matières végétales, celles-ci sont stockées dans le hangar stockage paille.
- l'unité de traitement du digestat (séparation de phase) n'est pas située dans le bâtiment principal comme prévu dans le dossier initial d'autorisation. Cette unité est à l'heure actuelle située dans le hangar stockage paille. Le jour du contrôle, il a été constaté la mise en place d'une séparation physique entre le digestat solide et les autres matières stockées dans le hangar.
- la tour de lavage à l'acide sulfurique prévu dans le dossier initial d'autorisation, n'a pas été mis en place. Cette remarque vous a déjà été formulée lors de l'inspection du 27/11/2018.

**Ces modifications, ainsi qu'une mise à jour du plan de masse devront être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Capacités de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nature des installations

**Prescription contrôlée :**

Le site est autorisé à traiter au maximum 54 185 t de déchets organiques par an, produisant une quantité de biogaz estimée à 8 000 Nm<sup>3</sup> /j. Ces déchets organiques sont constitués des matières suivantes :

- Déjections animales (fumiers, lisiers) et effluents d'élevages : 51 667 t /an
- Matières végétales brutes et déchets végétaux : 1 518 t /an
- Effluents du site (eaux de lavage, eaux vannes, ....) : 1 000 t /an

Les matières et déchets proviennent exclusivement des exploitations agricoles incluses dans le projet. Les volumes de stockage des matières entrantes sur le site sont les suivants :

- > déchets solides : dans un bâtiment dédié de 600 m<sup>3</sup> pour la paille, dans un silo bâché pour les ensilages de végétaux, au sol dans le bâtiment principal pour les fumiers ;
- > déchets liquides : dans une cuve extérieure de 510 m<sup>3</sup>;

Les volumes de stockage des matières sortantes à épandre sont les suivants :

- > digestats solides : stockage tampon au sol dans le bâtiment principal sur 70 m<sup>2</sup> (150 t) et sur des plates-formes dédiées au niveau des exploitations agricoles d'une capacité totale minimale de 4 560 m<sup>3</sup>.
- > digestats liquides et effluents : dans 12 fosses représentant une capacité totale de 19 150 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté la synthèse des matières entrantes pour l'année 2024. Le tonnage total indiqué sur les documents est de 41 790,6 tonnes (dont 38 685 tonnes d'effluents) soit environ 114,5 tonnes par jour. La capacité maximale de l'installation est respectée.

L'exploitant nous a également présenté un document intitulé "Bilan annuel BIO-METHANE-SEG", qui fait mention d'une augmentation de la capacité maximale à traiter de l'ordre de 60 600 tonnes /an, suite à une mise à jour en 2019 de l'installation de méthanisation.

Je vous rappelle que suite au dépôt du porter à connaissance en décembre 2019, dont l'objet de la

demande était d'augmenter la capacité de l'installation, d'actualiser le plan d'épandage et de créer 3 nouvelles fosses, un avis de l'inspection en date du 16/09/2020 vous a été envoyé. Celui-ci, vous demandait dans un délai de 2 mois, d'apporter les compléments nécessaires à l'étude du dossier. Or à ce jour, le service d'inspection n'a reçu aucune complétude relative à ce porter à connaissance. A ce titre, les prescriptions mentionnées dans votre arrêté préfectoral d'autorisation du 7/12/2016 sont toujours en vigueur.

**Ainsi, si la société BIO-METHANE-SEG souhaite augmenter sa capacité maximale de matières traitées, l'augmentation envisagée doit être portée à la connaissance du préfet.**

De plus, la déclaration GERE 2024 (39 448,08 tonnes) est incohérente avec le total de la synthèse des matières entrantes pour l'année 2024. Je vous rappelle que les volumes déclarés dans l'application GERE doivent correspondre au total de la synthèse des matières entrantes pour éviter toutes ambiguïtés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Nature et origine des matières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets et matières traités

**Prescription contrôlée :**

Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants :

> déjections animales (lisiers, fumiers et autres effluents d'élevage) ;

> matières végétales brutes et déchets végétaux (déchets verts, déchets céréaliers, pailles et menues-pailles, intercultures de type CIPAN) ;

Les déchets proviennent exclusivement des exploitations agricoles à l'origine du projet soit du département de Maine-et-Loire et dans une moindre mesure des départements des Deux-Sèvres, Vendée et Loire-Atlantique.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différente est portée au préalable à la connaissance de la préfète.

**Constats :**

Selon les propos de l'exploitant, le nombre d'exploitations associées qui étaient de 26 lors de la prise de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, a diminué pour passer à 24 exploitations associées.

Pour l'année 2024, les matières premières introduites dans l'installation de méthanisation sont en très grande majorité des effluents d'élevage (environ 93 %), ainsi que des matières végétales (environ 7 %).

Suite à l'instruction de la synthèse des matières entrantes pour l'année 2024, il a été constaté des matières provenant d'exploitations agricoles qui ne sont pas à l'origine du projet, ainsi que des apports de déchets de céréales, de déchets de maïs et de boues ferrugineuses provenant d'entreprises extérieures. Je vous rappelle que conformément à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, les matières entrantes doivent provenir exclusivement des exploitations agricoles à l'origine du projet. **Une actualisation de la liste des exploitations adhérentes doit être portée à la connaissance du préfet.**

Lors du contrôle, vous avez émis le souhait de pouvoir alléger les prescriptions de l'article 6.1 afin de pouvoir intégrer dans le process de votre installation de méthanisation, des opportunités en matière de déchets végétaux et d'effluents d'élevage autres que les matières provenant exclusivement des exploitations agricoles à l'origine du projet. **Cet allègement de l'origine des matières doit être étudié par le service d'inspection et dans ce sens, porté à la connaissance du préfet.**

Concernant les boues ferrugineuses, celles-ci étant catégorisées comme autres déchets non dangereux, une nouvelle demande d'autorisation au titre de la rubrique 2781-2 doit être réalisée auprès de la préfecture de Maine-et-Loire si vous souhaitez intégrer ce type de matières dans votre process de méthanisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Caractérisation préalable des matières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets et matières traités

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient *a minima* les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

> source et origine de la matière ;

données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;

son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;

les conditions de son transport ;

le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;

le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le règlement intérieur validé avec l'ensemble des exploitations adhérentes à la SAS BIO-METHANE-SEG, permettant ainsi de justifier le respect du cahier des charges mentionné à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016.

Néanmoins, il conviendra de compléter le document avec les éléments suivants :

- les conditions de collecte et de transport des matières premières,
- l'absence d'irrigation des CIE,
- les exigences sanitaires applicables à ces matières,
- la couverture des stockages de digestats liquides et solides,
- les digestats doivent être stockés distinctement de tout autre stockage, notamment des effluents des exploitations agricoles.

**Une mise à jour du document doit être réalisée et transmise au service d'inspection.**

Concernant les informations préalables, l'exploitant a été dans l'incapacité de nous les présenter le jour du contrôle. L'information préalable mentionnée à l'article 6.2 n'étant pas obligatoire pour les installations de méthanisation traitant des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, vous avez émis le souhait lors du contrôle, de pouvoir alléger les prescriptions de l'article 6.2. **Cet allègement de la caractérisation préalable des matières doit être étudié par le service d'inspection et dans ce sens, porté à la connaissance du préfet.**

De plus, en cas d'allègement des prescriptions de l'article 6.1 sur l'origine des matières, le règlement intérieur devra être porté à la connaissance de l'ensemble des apporteurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Enregistrement lors de l'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets et matières traités

**Prescription contrôlée :**

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement susvisé ;
- La date de réception ;
- Le tonnage évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
- Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;
- Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été

<p>préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R.541-50 du Code de l'Environnement ;</li> <li>• La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;</li> <li>• La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;</li> <li>• Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.</li> </ul> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de méthanisation est équipée d'un système de badge informatique qui indique après badgeage du chauffeur à la borne prévue à cet effet, la provenance, le tonnage et le type de matières entrantes. Pour ce qui est des matières sortantes à destination des stockages déportés ou en vue d'un épandage, le même principe est utilisé, avec un enregistrement de la destination, du tonnage, ainsi que du type de matières sortantes.</p> <p>Chaque admission d'effluents d'élevage fait l'objet d'une attestation de réception d'effluents.</p> <p>Les admissions des matières entrantes et les sorties des digestats sont enregistrées informatiquement sur un logiciel de gestion avec cumul des matières entrantes réalisé quotidiennement.</p> <p>Les plannings pour le transport des matières liquides (prestataire externe) et des matières solides (chauffeur interne) sont réalisés hebdomadairement et transmis aux exploitations adhérentes tous les vendredis soir.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 7 : Réception des matières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets et matières traités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;</li> <li>• ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'un pont bascule permettant de déterminer le poids des matières entrantes et des matières sortantes.</p> <p>La dernière vérification de la métrologie du pont bascule a été réalisée le 3/12/2024.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes où des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.</p> <p>À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de</p>



formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

**Constats :**

La surveillance de l'exploitation ainsi que les astreintes, sont assurées par le responsable du site (M. PERRONIS Mickaël), par les deux employés à plein temps (M. Riant Paul et M. VIANNET Martin), ainsi que par un exploitant adhérent (M. BOCHEREAU Philippe).

L'ensemble de ces intervenants ont une connaissance précise de la conduite de l'installation, des dangers inhérents à l'installation et aux procédures d'urgence. Ils habitent tous dans un rayon proche de l'installation de méthanisation, afin de permettre une intervention dans le délai de 30 minutes prévu par les textes réglementaires.

Néanmoins, aucune d'entre elles n'a reçu de formation répondant aux dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté du 7/12/2016, notamment sur la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention, auprès d'un organisme reconnu.

**Une fois les formations réalisées, les attestations devront être transmises au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Information de l'inspection des installations classées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Information sur le fonctionnement des installations

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un rapport d'activité de l'année écoulée comportant une synthèse des informations relatives aux incidents et accidents, aux prélèvements d'eau, à la surveillance des émissions de toute nature (eau, air, déchets, bruit, ...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également le mode de valorisation et le taux de valorisation annuel du biogaz produit. Il présente aussi le bilan des quantités de digestat produites sur l'année, le cas échéant les variations mensuelles de cette production ainsi que les quantités annuelles par destinataires.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant a été dans l'incapacité de nous présenter le rapport d'activité pour l'année 2024. Je vous rappelle que conformément à l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, vous avez l'obligation d'adresser au préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un rapport d'activité de l'année écoulée.

**Le rapport d'activité pour l'année 2024 doit être transmis au préfet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Odeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conception des installations

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement, y compris ses ouvrages de stockage déportés, ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le déchargement ou dépotage et le stockage des matières, sur le site de l'unité de méthanisation, sont

réalisés de manière confinée :

- > Les matières solides sont livrées en bennes bâchées et déchargées dès réception dans un bâtiment fermé et conçu pour éviter les émissions diffuses. Les portes du bâtiment sont maintenues fermées en permanence sauf le temps strictement nécessaire au passage de chaque camion. Ces portes sont à ouverture et fermeture rapides. La préparation des matières à méthaniser, le traitement des digestats ainsi que le stockage des digestats solides sont réalisés à l'intérieur de ce bâtiment :
- > Les matières liquides sont livrées en citernes et dépotées dès réception dans une cuve par raccord étanche ;
- > Les effluents et eaux usées du site sont récupérés et stockés dans des équipements fermés avant recyclage en méthanisation ;
- > Le stockage à l'air libre des matières à méthaniser et des digestats est strictement interdit.

L'air intérieur est collecté pour traiter les odeurs. En particulier :

- > le bâtiment principal (réception, préparation, séparation de phases et stockage des digestats solides) est équipé d'un dispositif de mise en dépression efficace permettant d'en extraire l'air et de l'envoyer vers un biofiltre.

Les concentrations d'odeurs résiduelles en sortie de biofiltre seront inférieures à 2 000 UOE /m<sup>3</sup> ; il sera réalisé une mesure annuelle en sortie de biofiltre.

Les installations sont conçues pour traiter l'hydrogène sulfuré présent dans le biogaz avant sa valorisation ou sa destruction en torchère.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif des installations, aux frais de l'exploitant, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### **Constats :**

Le jour du contrôle, il a été constaté suite à des modifications apportées sur le fonctionnement du bâtiment principal, le stockage de l'ensemble des matières solides à l'extérieur de celui-ci, soit dans le silo d'ensilage pour les fumiers, soit sous le hangar paille pour les déchets végétaux et le digestat solide. Il est à noter que le biofiltre était en fonctionnement le jour du contrôle. Je vous rappelle que conformément à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, les matières solides doivent être stockées dans le bâtiment principal fermé et conçu pour éviter des émissions diffuses.

Lors du contrôle, vous avez émis le souhait de pouvoir alléger les prescriptions de l'article 11.3 en maintenant le stockage des matières solides soit dans le silo d'ensilage, soit sous le hangar paille. De plus, selon vos propos, étant donné qu'il n'y a plus de stockage de matières solides dans le bâtiment principal, il n'y a plus lieu de faire fonctionner le biofiltre qui de plus, a un coût de fonctionnement non négligeable. Dans ce sens, vous souhaitez à court terme, démanteler le biofiltre afin de le remplacer par du stockage supplémentaire. Vous mettez en avant pour justifier ces différentes modifications et futures modifications, l'absence de plaintes pour nuisances odorantes de la part du voisinage.

**Cet allègement de l'article 11.3 "Odeurs" doit être étudié par le service d'inspection et dans ce sens, une nouvelle démonstration du respect de l'arrêté modifié du 10/11/2009 devra être portée à la connaissance du préfet. L'installation relevant également de la Directive IED, une nouvelle démonstration des meilleures techniques disponibles devra être réalisée.**

La mesure annuelle des concentrations d'odeurs résiduelles en sortie de biofiltre a été réalisée le 30/01/2025. Le résultat de cette mesure est inférieur à 2000 UOE /m<sup>3</sup> conformément à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 11 : Traitement et composition du biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conception des installations

#### **Prescription contrôlée :**

Avant la production de biogaz dans la cuve de mélange l'ajout de chlorure ferrique permet la fixation du soufre.

Le biogaz produit est traité avant son injection au réseau en vue de respecter les valeurs limites d'émissions et de protéger les installations. Ce traitement porte notamment sur la température, la pression, le taux d'humidité, les éléments indésirables tels que l'hydrogène sulfuré et les siloxanes. Un dispositif de filtrage sur charbon et graphite actif est présent.

<p>Le biogaz collecté au niveau du ciel gazeux des digesteurs est envoyé vers le poste d'épuration. Le cœur du système d'épuration est constitué d'un système de lavage à l'eau ; l'eau chargée est recyclée en fin de traitement en méthanisation.</p> <p>La capacité maximum de traitement du biogaz est de 330 Nm<sup>3</sup> /h.</p> <p>La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné <i>a minima</i> tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions permettant de maintenir un haut niveau de performance de l'équipement de traitement du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La teneur en CH<sub>4</sub> et en H<sub>2</sub>S est relevée en continu avant le process d'épuration et enregistrée informatiquement. En cas de teneur en H<sub>2</sub>S supérieure à 300 ppm, des actions correctives sont mises en place par l'ajout d'hydroxyde de fer dans le process de méthanisation.</p> <p>Les teneurs en CH<sub>4</sub>, H<sub>2</sub>S des ouvrages de méthanisation sont vérifiées et relevées 1 fois /mois par le responsable du site et 1 fois /mois par le prestataire M. ROUSSE Fabien de la société ASM via l'appareil portatif CH<sub>4</sub>/H<sub>2</sub>S. La fréquence et l'enregistrement des relevés est à intégrer dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Les contrôles métrologiques des équipements de mesure (CH<sub>4</sub>, H<sub>2</sub>S) sont réalisés par les entreprises OLDHAM (1 fois /an) et SEVERIN (dernière vérification de l'appareil portatif CH<sub>4</sub>/H<sub>2</sub>S réalisée le 18/11/2024).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Comptage du biogaz

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié <i>a minima</i> une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un compteur débitmètre à pression différentielle pour le comptage du biogaz.</p> <p>Un relevé et un enregistrement informatique sont réalisés tous les mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Destruction du biogaz

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit pour pallier l'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est muni d'un arrête-flammes conforme à la norme en vigueur.</p> <p>La capacité de la torchère doit être suffisante pour pouvoir prendre en charge la totalité du biogaz susceptible d'être produit.</p> <p>En fonctionnement, les gaz de combustion sont portés à une température minimale de 900° C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système de suivi régulier.</p> <p>Le bon fonctionnement de la torchère est testé régulièrement et son temps de fonctionnement effectif est enregistré.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'une torchère pour la destruction du biogaz si besoin et le nombre d'heures d'utilisation est enregistré informatiquement. Depuis la mise en route de l'installation en 2017, la torchère a fonctionné pendant 2 965 heures (relevé réalisé le jour du contrôle). Il est à noter que la torchère est vérifiée tous les 15 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Dispositions spécifiques chaudière et combustion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 11.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Équipement L'installation de combustion doit être équipée des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique. Hauteur de la cheminée Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées, qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants. Livret de chaufferie Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
<b>Constats :</b> L'installation est équipée d'une chaudière biogaz permettant le maintien en température du process de méthanisation.  Un contrat annuel pour l'entretien de la chaudière a été signé avec la société SAVEC. Le dernier contrôle de la chaudière a été réalisée le 28/01/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état initial du site d'implantation des installations est réputé exempt de toute odeur. Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent. L'exploitant réalise périodiquement un bilan de ses actions en matière de prévention d'odeurs et des résultats obtenus. La fréquence de réalisation de bilan est <i>a minima</i> annuelle et est reprise dans le rapport annuel d'activité.
<b>Constats :</b> <b>L'état des perceptions odorantes réalisé en avril 2021 dans le cadre de la mise en service de l'installation, n'a pas pu être présenté le jour du contrôle. Le document devra être transmis au service d'inspection.</b>  Depuis la mise en service de l'installation, aucune plainte relative aux nuisances odorantes n'a été transmise au service d'inspection. Il en est de même concernant l'exploitant, qui n'a jamais reçu de plaintes du voisinage.  Le jour du contrôle, aucune nuisance odorante n'a été constatée par le service d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Contrôle des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder tous les ans, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, à un contrôle des rejets de chacun des émissaires (chaudière, torchère, biofiltre) portant <i>a minima</i> sur les paramètres visés à l'article 3.2.4 ci-dessus.
<b>Constats :</b> Les contrôles annuels des rejets atmosphériques de la chaudière, du biofiltre et de la torchère ont été réalisés le 30/01/2025.

Les résultats des mesures ont permis de démontrer le respect des valeurs limites mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 7/12/2016 pour la chaudière et le biofiltre. Néanmoins, il a été constaté un dépassement de la concentration de monoxyde de carbone sur les rejets de la torchère (2 300 mg /Nm <sup>3</sup> sur gaz secs au lieu de 150). <b>Il conviendra de transmettre au service d'inspection, les actions correctives qui ont été mises en place pour remédier à cette non-conformité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Origine des approvisionnements et des usages eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à la juste nécessité et sont de l'ordre de 1 250 m<sup>3</sup> /an depuis le réseau public.</p> <p>Les usages de l'eau sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lavage des installations et des véhicules de transport ;</li> <li>• humidification du biofiltre ;</li> <li>• eaux domestiques ;</li> <li>• usages sanitaires et besoins en eau potable.</li> </ul> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Constitution et maintien de la réserve incendie : le volume d'eau prélevé nécessaire à la réserve incendie est comptabilisé spécifiquement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'approvisionnement en eau de l'installation, des sanitaires et du nettoyage des engins est couvert intégralement par le réseau public.</p> <p>Aucun forage n'est utilisé sur l'installation.</p> <p>Les quantités d'eau prélevées sur le réseau public sont enregistrées.</p> <p>Selon l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, les prélèvements d'eau sont de l'ordre de 1 250 m<sup>3</sup> /an depuis le réseau public. Pour l'année 2024, la consommation en eau s'élève à 2 117 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 18 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent titre ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence de collecte et de stockage au niveau de la zone de dépotage des lisiers en cas de déversement accidentel. <b>Au regard de la proximité d'un des regards du réseau d'eaux pluviales, une réflexion de votre part doit être engagée dès à présent, afin d'éviter tout déversement accidentel vers le milieu naturel.</b></p> <p><b>Je vous rappelle que cette remarque vous a déjà été formulée lors de la visite d'inspection du 6/01/2022.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 19 : Gestion, traitement et point de rejet effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 16.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Types d'effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de lavage des installations, et des véhicules et contenants de transport, ainsi que les eaux usées sanitaires, sont collectées dans une fosse toutes eaux puis envoyées dans la cuve à lisiers pour recyclage en méthanisation. Les eaux de lavage ne contiennent pas de produits nettoyants.</p> <p>Les condensats de biogaz, les percolats de biofiltre et la solution azotée résultant du lavage de l'air rejoignent le stockage des digestats liquides.</p> <p>Les eaux pluviales de voirie et de toiture transitent par un bassin étanche de type sec, puis sont traitées dans un débourbeur/séparateur d'hydrocarbures avant rejet au fossé. Le volume total du bassin est au minimum de 502 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ce bassin est équipé pour réguler le débit de sortie des eaux à 0,45 l/s et 3 l/s, respectivement pour gérer le rejet de la pluie mensuelle et de la pluie décennale.</p> <p>Des vannes de coupure sont installées en amont et en aval du débourbeur/séparateur d'hydrocarbures afin de permettre d'isoler le bassin et cet équipement, du milieu naturel.</p> <p>Le débourbeur/séparateur d'hydrocarbures est conforme aux normes en vigueur et est équipé d'un dispositif d'obturation et d'une alarme asservie à la concentration d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de rétention, de régulation des eaux pluviales ainsi que de confinement des eaux d'extinction, est fermée en permanence par l'intermédiaire d'un clapet d'isolement présent dans le débourbeur/séparateur. Le clapet d'isolement est ouvert sous le contrôle de l'exploitant pour permettre l'évacuation des eaux pluviales vers 2 mares successives avant de rejoindre le ruisseau de Passe Gain.</p> <p>La gestion du clapet d'isolement est présente dans la procédure ronde journalière.</p> <p>Selon l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, des vannes de coupure devaient être installées en amont et en aval du débourbeur/séparateur d'hydrocarbures afin de permettre l'isolation de la zone de rétention et du débourbeur/séparateur, du milieu naturel.</p> <p><b>Les différentes modifications apportées à la zone de rétention, de régulation des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction doivent être portées à la connaissance du préfet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 20 : Entretien des ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 16.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Types d'effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débourbeur/séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le bassin de régulation du rejet des eaux pluviales est régulièrement entretenu et, au besoin, curé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté dans le débourbeur/séparateur, un niveau anormal de boues de décantation. Selon les propos de l'exploitant, la vidange de l'équipement qui a lieu tous les ans aux alentours de septembre/octobre, n'a pas pu être réalisée en raison des conditions météorologiques défavorables qui ont rendu l'accès impraticable. La prochaine vidange est prévue le 25/06/2025.</p>

<b>La facture/bordereau de suivi des déchets de la prochaine vidange devra être transmise au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 21 : Contrôle des rejets d'eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 17.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder tous les ans, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, à un contrôle des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel, portant <i>a minima</i> sur les paramètres visés à l'article 4.3.8 ci-dessus.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté l'analyse des eaux pluviales pour l'année 2025. Au regard de l'article 16.8 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, les paramètres mesurés respectent les valeurs limites définies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 22 : Séparation de phase et destination

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des digestats de méthanisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les digestats issus de la méthanisation subissent une séparation de la phase solide et de la phase liquide. Les digestats destinés à l'entreposage avant épandage sont, pour la fraction liquide, envoyés vers une poche de stockage de 7 000 m <sup>3</sup> du site puis repris pour être transportés par camions citernes vers les 12 fosses de stockage situées au niveau des parcelles d'épandage, et, pour la fraction solide, transportés vers les installations déportées sur les exploitations agricoles.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté la synthèse des sorties du 01/01 au 31/12/2024. Ainsi, après séparation de phase, l'installation de méthanisation a produit 3 208,8 tonnes de digestat solide et 35 216,74 m <sup>3</sup> de digestat liquide pour l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 23 : Dispositifs d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 19.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des digestats de méthanisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs permanents d'entreposage des digestats sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit interdit par les dispositions réglementaires en vigueur, soit impossible pour des raisons climatiques ou de mise en œuvre de l'épandage. La capacité d'entreposage correspond à au moins neuf mois de production. Le cas échéant, l'exploitant adapte le flux de matières à traiter, en le réduisant, en fonction des capacités d'entreposage disponibles. Les ouvrages d'entreposage doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Ces ouvrages sont conçus et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. L'entreposage des digestats solides est réalisé dans les fumières couvertes existantes des exploitations agricoles citées à l'article 1.3.2.1, sous la responsabilité du titulaire du présent arrêté. L'entreposage est réalisé distinctement de tout autre stockage, notamment des effluents de ces exploitations agricoles. Lorsqu'une fumière n'est pas dédiée au stockage des digestats, cette distinction est matérialisée par une séparation étanche de sorte que les jus éventuels provenant des autres stockages ne puissent se mélanger aux digestats. Les ouvrages d'entreposage déportés des digestats liquides sont efficacement clôturés, à une hauteur

minimale de 2 mètres, sur la totalité de leur périphérie, de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Les poches semi-enterrées sont équipées d'un dispositif de drainage relié à un regard de contrôle.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a confirmé que les stockages déportés de digestats liquides et de digestats solides des exploitants adhérents ne sont pas couverts. Conformément à l'arrêté modifié du 10/11/2009, je vous rappelle que les installations de méthanisation avaient jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2023, pour se conformer aux nouvelles dispositions de l'arrêté susvisé.  Selon les propos de l'exploitant, au vue des investissements à réaliser, il n'est pas prévu de couvrir l'ensemble des ouvrages appartenant aux exploitants adhérents. Néanmoins, l'exploitant envisage d'augmenter ses capacités de stockage, par la création de nouveaux stockage couverts qui appartiendraient à la SAS BIO-METHANE-SEG.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 24 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 20.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage sur les parcelles agricoles ayant fait l'objet de l'étude préalable du plan d'épandage figurant au dossier de demande d'autorisation , sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies dans cette étude préalable à l'épandage. L'épandage sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et par les arrêtés ministériels et préfectoral/régional relatifs au programme d'actions nitrate en vigueur. Seuls les déchets ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus. L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• producteur de déchets et prestataire réalisant l'opération d'épandage ;</li> <li>• producteur de déchets et agriculteurs exploitant les terrains.</li> </ul> Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée. La nature, les caractéristiques et les quantités destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au maximum. Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;</li> <li>• empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;</li> <li>• empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ;</li> <li>• empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.</li> </ul> Les épandages non autorisés sont interdits. Toute modification du périmètre d'épandage est une modification notable devant faire l'objet d'une étude préalable conforme à la réglementation complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en œuvre de l'épandage dans les conditions envisagées.
<b>Constats :</b> Depuis la signature de l'arrêté d'autorisation en décembre 2016, le plan d'épandage de la SAS BIO-METHANE-SEG a évolué d'environ 518 ha. Étant donné que le porter à connaissance de décembre 2019 est resté sans réponse à la demande de compléments et que depuis, aucune modification du plan d'épandage n'a été portée à la connaissance du préfet, ces parcelles ne sont pas autorisées aujourd'hui, à recevoir des digestats.  Selon les propos de l'exploitant, la SAS BIO-METHANE-SEG envisage de déclarer l'utilisation du cahier des charges CDC Dig afin de mettre sur le marché, des digestats considérés comme matières fertilisantes. Ainsi, la SAS BIO-METHANE-SEG serait exemptée de plan d'épandage. Néanmoins, elle



souhaiterait garder le plan d'épandage validé dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, en cas d'analyses non conformes au cahier des charges CDC Dig. Je vous rappelle que les parcelles agricoles non déclarées reprises depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, ne pourront pas faire l'objet d'épandage et qu'à ce titre, elles devront être exclues du plan d'épandage de secours.
Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté un exemple d'un bordereau de cession des digestats conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates. Ces bordereaux sont réalisés et envoyés trimestriellement aux exploitants adhérents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 25 : Analyse et surveillance des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 21.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance de l'épandage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au fil de leur production, les déchets à épandre font l'objet d'analyses dont les résultats sont interprétés et diffusés auprès des agriculteurs utilisateurs avant tout épandage. Ces analyses, réalisées sur des échantillons moyens représentatifs des lots de déchets et selon leur typologie (digestats solides contenant ou non des digestats issus du séchoir, granulés seuls ou en mélange avec des digestats solides, digestats liquides contenant des percolats de biofiltre et des effluents du lavage d'air), portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; les éléments de caractérisation de la valeur agronomique en choisissant des paramètres pertinents parmi ceux cités à l'article 5.3.7 ;</li> <li>&gt; les éléments traces métalliques et composés traces organiques cités à l'article 5.3.4.</li> </ul> <p>La fréquence d'analyse pour chacune des typologies de déchets est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; caractérisation de la valeur agronomique et les éléments traces métalliques : mensuelle</li> <li>&gt; composés traces organiques : bimestrielle.</li> </ul> <p>En cas de dépassement d'une des valeurs fixées à l'article 5.3.4, l'ensemble du lot concerné est expédié directement dans une installation de traitement adaptée et dûment autorisée.</p> <p>Le volume des déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.</p> <p>Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté des résultats analyses édités le 31/05/2024 par le laboratoire AUREA justifiant la valeur agronomique, les éléments traces métalliques et les composés traces organiques des digestats liquides et solides. Les analyses sont conformes aux valeurs limites mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 7/12/2016 mais ne respectent pas la fréquence.</p> <p>Dans ce sens, l'exploitant a émis le souhait lors du contrôle, de pouvoir alléger les prescriptions de l'article 21.3 afin de réaliser 3 analyses agronomiques par an, une avant la période d'épandage du printemps et de l'automne et une autre intermédiaire. <b>Cet allègement de l'analyse et surveillance des déchets doit être étudié par le service d'inspection et dans ce sens, porté à la connaissance du préfet.</b></p> <p>Concernant le respect des exigences sanitaires (salmonelles et E. Coli), une analyse est effectuée à chaque période d'épandage. Avant les derniers prélèvements qui ont été réalisés le 6/01/2025, les analyses étaient effectuées sur un seul échantillon au lieu des 5 prescrits réglementairement. Les analyses présentées le jour du contrôle sont conformes aux valeurs limites réglementaires. <b>Néanmoins, les 4 résultats des échantillons du digestat liquide réalisés le 6/01/2025 et non présentés le jour du contrôle, devront être transmis au service d'inspection.</b></p> <p>Enfin, afin de déterminer le type de fertilisant du digestat solide conformément au programme national nitrates, l'analyse devra prendre en compte les valeurs guides suivantes : C/N, Nmin/Ntot et ISMO.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 26 : Analyse et surveillance des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 21.4
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et surveillance des digestats
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols sont analysés sur chacun des points de référence représentatifs d'une zone homogène, tels que déterminés dans l'étude préalable du plan d'épandage : <ul style="list-style-type: none"> <li>• après l'ultime épandage sur le ou les points de référence en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;</li> <li>• au minimum tous les 10 ans.</li> </ul> Ces analyses portent sur les éléments visés à l'article 5.3.3. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Selon les propos de l'exploitant, l'ensemble des exploitations adhérentes réalise annuellement des analyses de sols de type analyse de reliquat sortie hiver et/ou analyse chimique.
<b>Conformément à l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 7/12/2016, il conviendra de réaliser à chaque période d'épandage, des analyses sur la caractéristique des sols, notamment sur le respect des valeurs limites en éléments traces métalliques avant épandage des digestats.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 27 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 23.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée sera effectuée dans un délai de six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée, ou dès lors que des installations sont modifiées.
<b>Constats :</b> La mesure de la situation acoustique réalisée en mars 2021 dans le cadre de la mise en service de l'installation a été envoyée au service d'inspection lors de la transmission du bilan 2022. Il en ressort que la société SYNERGIS ENVIRONNEMENT n'a pas pris en compte toutes les recommandations de la norme NF S 31-010, notamment le fait que pour garantir une reproductibilité de mesure maximale, l'ensemble des mesures acoustiques doivent être réalisées dans des conditions météorologiques favorables à la propagation sonore. Ainsi, malgré des conditions météorologiques défavorables en période diurne, la société SYNERGIS ENVIRONNEMENT a pris la décision de ne pas reporter l'étude acoustique. Face à ce constat, la validité de l'étude acoustique est contestable vis-à-vis des dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.
<b>Néanmoins, étant donné qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être réalisée au moins tous les 3 ans, il conviendra d'effectuer une nouvelle mesure par une personne ou un organisme qualifié, notamment pour prendre en compte les différentes modifications apportées à l'installation, susceptibles d'avoir un impact sur les émissions sonores de l'installation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 28 : Réseaux, canalisations et équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 28.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastructures et installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ("norme NF X 08-100") ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance

de l'un de ces dispositifs.

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

Les réseaux, canalisations et équipements (réservoirs, appareils et machines) satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction des conditions d'utilisation et de la nature des fluides contenus ou en circulation afin d'éviter toute réaction dangereuse et qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Lors de leur installation, ils font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : actions mécaniques, physiques, chimiques, chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques... Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile.

Les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols.

Les réseaux, notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement, les canalisations et les organes de toutes sortes ainsi que les équipements, sont entretenus en permanence. Ils font l'objet d'une surveillance et de contrôles périodiques appropriés qui donnent lieu à des enregistrements tracés afin de garantir leur maintien en bon état. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscription, code des couleurs ...).

**Constats :**

Le jour du contrôle, il a été constaté certaines canalisations véhiculant du biogaz non identifiées à proximité de l'équipement d'épuration du biogaz.

Je vous rappelle que cette remarque vous a déjà été formulée lors de la visite d'inspection du 27/11/2018.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 29 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 28.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Infrastructures et installations

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

<p><b>Constats :</b> L'installation dispose d'un groupe électrogène permettant d'alimenter les équipements nécessaires à sa surveillance en cas de coupure de courant. Le dernier contrôle a été réalisé le 18/02/2025 par la société KOHLER, société avec laquelle la SAS BIO-METHANE-SEG a conclu un contrat annuel.</p> <p><b>Afin de contrôler le bon fonctionnement de l'équipement, une procédure avec a minima un test mensuel, doit être intégrée au programme de maintenance préventive.</b></p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 18/04/2025 par la société SOCOTEC.</p> <p><b>Les mesures correctives prises pour remédier aux non-conformités observées devront être transmises au service d'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 30 : Phase de démarrage des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 29.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'étanchéité des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés. Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté la consigne spécifique d'exploitation pour les phases de démarrage et redémarrage de l'installation présente dans le programme de maintenance préventive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 31 : Surveillance du procédé de méthanisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 29.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont équipées des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation, notamment de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.</p>
<p><b>Constats :</b> La mesure de la température de fonctionnement et de la pression du biogaz est réalisée en continu par l'automate de l'installation. Tous les mois, une vérification manuelle est réalisée pour croiser les mesures de l'automate avec les mesures manuelles afin d'apporter des réglages le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 32 : Risques de fuite de biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 29.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention. Les conditions</p>

d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes font l'objet de consignes spécifiques. Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Conformément aux nouvelles dispositions de l'article 39 de l'arrêté modifié du 10/11/2009, il conviendra de mettre en place un contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements.
<b>Le devis/contrat établi avec la société CH4 PROCESS qui réalisera le contrôle d'étanchéité semestrielle devra être transmis au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 33 : Programme de maintenance préventive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 30.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté une gestion de maintenance assistée par ordinateur pour justifier la mise en place d'un programme de maintenance préventive. La quasi-totalité de la maintenance est réalisée en interne par le personnel de l'installation. En cas de grosse intervention à réaliser sur l'installation, la société BIO-METHANE-SEG fait appel à des entreprises extérieures spécialisées dans le domaine de la méthanisation.  Un contrat annuel de dératisation a été signé avec la société Poudray Jacky Sanitation avec des interventions tous les trimestres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 34 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 31.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'unité de méthanisation est munie d'un dispositif de rétention étanche, éventuellement réalisé par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir à l'intérieur du site le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur. Un dispositif de drainage est mis en place pour collecter les fuites éventuelles de digestat liquide stockés dans les poches souples. Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.</li> </ul> Les capacités de rétention sont construites selon les règles de l'art. Elles sont étanches aux produits qu'elles contiennent, résistent à l'action physique et chimique des fluides et sont aménagées pour la récupération des eaux météoriques en cas de stockage extérieur. Elles peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents

<p>accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>Le dépotage ou le chargement de produits dangereux ou polluants est effectué sur une aire étanche et aménagée pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>La cuve d'acide sulfurique avec rétention intégrée est protégée des agressions externes par un dispositif anti-choc du côté de la voirie pour éviter la collision d'un véhicule.</p> <p>Le raccord de cette cuve au flexible de dépotage d'un camion est placé en rétention ou sur l'aire étanche sur laquelle est positionné le camion.</p> <p>Cette cuve est également munie d'une jauge de niveau.</p> <p>Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions donnent lieu à des comptes-rendus écrits.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dispositifs de drainage mis en place sous les ouvrages de stockage sont collectés dans un regard puis pompés vers le stockage des eaux usées pour être valorisé dans le process de méthanisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 35 : Moyens d'intervention et ressources en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 7/12/2016, article 32.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention et organisation des secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau de 180 m<sup>3</sup> à l'entrée du site, équipée d'une aire d'aspiration distante de moins de 100 m des installations ;</li> <li>• des extincteurs à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup> de plancher et des extincteurs adaptés aux risques particuliers (cuve à fioul, locaux électriques).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs dont le dernier contrôle a été réalisé en septembre 2024 par la société MULTIPROTEC. La société MULTIPROTEC vérifie également le bloc secours, les trappes de désenfumage, ainsi que la DESP. Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'un extincteur inadapté à proximité du stockage de fuel.</p> <p>La défense externe contre l'incendie est assurée par une citerne souple de 180 m<sup>3</sup>. Selon les propos de l'exploitant, le SDIS est venu sur site pour réaliser des exercices.</p> <p>Concernant l'unité d'épuration, le dernier contrôle de la centrale incendie a été réalisé le 7/02/2025 par la société JOHNSON CONTROLS.</p> <p>De plus, il a été constaté le jour du contrôle, l'absence d'un plan à l'entrée du site permettant de localiser les zones ATEX et les zones à risques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>